

CEADHO

Centre pour l'Education, Animation et Défense des Droits de
l'Homme. asbl

*Rapport sur la situation des droits humains liée à l'opération Kimia II
DANS LES COLLECTIVITES CHEFFERIES DE LA PLAINE DE
RUZIZI ET DE BAEULIBU en territoire d'Uvira.*

Uvira, Juillet 2009

33, Avenue des Pionniers, Quartier Kimanga, Uvira / Sud-Kivu
République Démocratique du Congo
BP: 499 Bujumbura I/Burundi
Telephones: +243 81 57 54 290 /+243 99 42 88347
Emails: ceadho@yahoo.fr /elikceadho@yahoo.fr

COMPTE BANCAIRE: 701- 1357-801-18/IBB-BDI

INTRODUCTION

Depuis le 25 Octobre 1996 jusqu'en 2003 le Territoire d'Uvira était transformé en véritable bastion d'hostilités par de guerres incessantes qui ont embrasées la RDC et l'activisme des groupes armés qui se sont dans ce cas organisés en milices locales dont le conflit était devenu de plus en plus complexe car, la région s'est revêtue aux conflits sanglants par des crises identitaires avec comme conséquence la recrudescence de tueries et autres abus graves dans le cadre de la chasse à l'homme.

De 2004 à ces jours avec la mise en place des institutions de la transition suivie par celles des institutions démocratiquement élues, cette population commence à se ressaisir petit à petit.

Malheureusement comme ce Territoire regorge encore beaucoup des hors la loi nationaux qu'étrangers, notamment les FDLR, CNDD/FDD, FRF, FNL, Maï-maï groupe ZABULONI, Maï-maï groupe FUJO, Maï-maï groupe SHIKITO, le groupe TWIRINDE, le groupe MAELENGI et plusieurs autres groupes détenant illégalement les armes de guerre, la population ne sait plus à quel sens se vouer.

Tous ces différents groupes armés fondent leur vie au dos de la population civile, qui continue à payer contre leur gré le pot cassé des affres de guerre.

Nul n'ignore que la présence massive de rebelles Hutu d'origine Rwandaise dans le territoire Congolais constitue une menace permanente non seulement au régime de Kigali mais aussi à la population entière congolaise.

Le gouvernement congolais vient de signer des différents accords de paix et la reprise de la coopération diplomatique avec le gouvernement Rwandais, La traque des rebelles Hutu Rwandais (FDLR) a été conclue comme une de résolution primordiale pour la relance effective et harmonieuse de la CEPGL et la stabilité transfrontalière entre la RDC et le Rwanda.

Le gouvernement congolais a conçu le plan de l'opération de traque des FDLR, mais les défenseurs des droits humains et autres acteurs de la société civile ne cessent de hausser la voix pour dénoncer la manière dont cette opération se réalise par rapport à la protection et la sécurisation de la population civile dans les zones d'opération.

Un nombre croissant de déplacés vient d'être enregistré mais, aucune action concrète en faveur de ces déplacés par les autorités tant locales que provinciales n'a jusqu'à ce jour été signalé pour venir en aide a ces personnes qui ont été contraintes de quitter leurs domiciles pour se retrouver dans les écoles, les églises ou même à la belle étoile ou ils sont désormais condamnés à passer la nuit.

I. FAITS ET EVENEMENTS MARQUANTS (pendant le 1^{er} semestre de l'année 2009):

1.1. *Evénements politiques, sociaux et évolution économique :*

Le territoire d'Uvira est l'un parmi les huit territoires de la province du Sud-Kivu, plus la ville de Bukavu (chef-lieu de la province) situé au Sud-Est de la province formant la frontière avec le **Burundi** et le **Rwanda** à l'Est, avec le territoire de **Walungu** au Nord, le territoire de **Mwenga** à l'Ouest et le territoire de **Fizi** au Sud.

Depuis le déclenchement de deux guerres en **Octobre 1996** par l'**AFDL** et en **Aout 1998** par le **RCD**, le territoire d'Uvira a survécu et continue à être le bastion de seigneurs de guerre et le fief d'hostilités permanentes.

Le territoire connaît actuellement une forte résurgence de petits groupes armés locaux et la présence massive des groupes armés étrangers (FDLR) qui sont actifs dans sa partie Ouest, dans les massifs qui surplombent la littorale du Lac Tanganyika.

Tandis que quelques éléments réfractaires du CNDD/FDD d'Agaton Rwasa (Burundais) souvent qui opèrent avec la complicité des jeunes congolais originaires du milieu sont encore actifs dans la partie riveraine, dans la Plaine de Ruzizi qui s'infiltré le plus souvent, dans la réserve naturelle de Rukoko.

L'agriculture constitue la principale activité économique dans la partie orientale du territoire.

Fort malheureusement, cette agriculture qui est généralement pratiquée par les femmes et jeunes filles ne donne que la subsistance au lieu de procréer une autosuffisance sociale, alimentaire et économique.

Le petit commerce est dans la plupart l'apanage des hommes, dont le plus souvent sont des marchands ambulants, par conséquent les femmes sont elles, qui s'occupent toutes seules de la survie des enfants, qu'elles nourrissent et vêtissent avec les petits produits de leurs champs et le petit élevage, car les hommes effectuent souvent, des voyages vers les régions minières a **Fizi, Mwenga** etc. et y séjournent pendant plusieurs jours, mois, voire des années.

Ces genres de voyages par des hommes, accentuent de manière drastique la vulnérabilité et a la prostitution des femmes et de jeunes filles.

Avec le lancement de l'opération **Kimia II**, dans les différents sites se sont les femmes, les enfants et les vieillards qui sont majoritairement nombreux.

II. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

2.1. Atteintes à l'intégrité physique (cas du viol et violences sexuelles) :

Deux cas de viol ont été enregistré en date du 09 Juillet 2009 a Nyamutiri perpétrés par des éléments des FARDC, le Colonel **Panzu** (commandant de la 8eme Brigade intégrée de Luvungi) a affirmé aux enquêteurs de CEADHO que ses militaires seraient responsables de ces viols et une enquête est entrain de s'effectuer pour établir les auteurs pour que la justice soit rendue a leur égard.

Les deux femmes victimes sont actuellement hospitalisées au Centre de sante de Luvungi pour les premiers soins.

2.2. Atteintes au droit a la vie (cas de meurtres ou assassinats) :

Aucun cas de mort n'a jusqu'à présent été signalé, en dehors de celui d'un militaire des FARDC qui a été retrouvé mort et jeté dans un ravin a **Nyamutiri**.

Après les examens de l'autopsie a l'Hôpital General de Lemera, aucun signe de lésion et/ou étranglement n'avait pas été observé. Suivi d'un autre cas d'un civil qui a été blessé au niveau de clavicule droite. Ce dernier est actuellement hospitalisé à l'Hôpital Général de Lemera pour les soins médicaux.

III. SITUATION SECURITAIRE

Depuis le 13 Juillet, les populations civiles ont commencé à vider massivement leurs villages suite a l'appel virulent des FDLR, ces derniers ont tenu des meetings

populaires dans les différents villages qui demandaient à tous les civils de vider sans complaisance leurs villages dès que les FARDC viendront pour l'opération **Kimia II**. Cet appel a fait l'objet aux civils d'agir dans le sens de **sauve-qui-peut** en laissant derrière eux, tous leurs avoir craignant surtout pour leur sécurité et les actes de représailles pour l'un ou l'autre camp.

Ces populations fuyards sont venues dans les Groupements de **Lemera**, d'**Itara-Luvungi** et celui de **Kigoma**, en Collectivité chefferie de **Bifuliru** pour se réfugier dans les localités de la Collectivité chefferie de la **Plaine de Ruzizi**.

La localité de **Bwegera** (Groupement Kakamba, Chefferie de la Plaine de Ruzizi) compte pour le moment **6130** personnes déplacées dont **89** enfants non accompagnés.

Ces déplacés proviennent dans les localités de **Kisozi**, **Nyamutiri**, **Kibungu**, **Langala** et **Rubanga**.

La localité de **Luberizi** et **Kahanda**, compte **1296** ménages, évalués en **7922** personnes dont la plupart sont des femmes et des vieillards.

Parmi eux figurent **13** enfants non accompagnés.

Ces déplacés viennent de **Lemera**, **Katala**, **Bwesho**, **Mahungubwe**, **Mushegereza**, **Kidote**, **Mulenge**, **Kitumbi**, **Mushanga**, **Rubanga** et **Nyawera**.

La localité de **Sange** est la plus surpeuplée par des personnes déplacées et compte pour le moment, 3792 ménages et chaque ménage compte à son sein plus ou moins 4 à 5 personnes.

Ces déplacés sont du Groupement de **Kigoma** dans les localités suivantes :

Rukobero, **Miluzza**, **Bwangu**, **Kabamba**, **Kalengera**, **Ruseko**, **Kagindu**, **Kanga**, **Lugeje**, **Kabere**, **Mubere**, **Mulenge**, **Kihinga**, **Kishagala**, **Bushajaka**, **Mulama**, **Kaduma** et **Butumba** et du Groupement de **Lemera** dans les localités ci-après : **Katala**, **Mugale**, **Lemera**, **Bushegereza**, **Lushama**, **Kidote**, **Langala** et **Rubanga**.

Ces populations ont vidées leurs villages pour venir se gonfler dans les villages s'allongeant le long de la route principale (RN5) qui relie Bukavu et Uvira.

Cette promiscuité des populations dans ces différents villages d'accueil provoque déjà la rareté des produits alimentaires car se sont les villages entièrement séchés de sa population qui sont les greniers de production aux villages d'accueil qui sont les principales bases de consommation à travers ses principaux marchés.

Toutes ces populations déplacées ne sont pas prêtes à retourner dans leurs villages respectifs surtout par peur d'être persécutées par des hommes en arme éparpillés dans leurs milieux ou l'on signale actuellement une absence totale des troupes des FARDC sauf à Lemera, les FDLR sont encore présent dans certains milieux dont à **Murunga** et viennent encore dans le marché de **Kiringye** pour se ravitailler la ration alimentaire et autres besoins de première nécessité.

La localité de **Kamanyola**, compte **257** ménages en provenance du Groupement de Lemera et 70 ménages en provenance du Territoire voisin de **Mwenga**.

Faut-il noter que ces nombres de personnes déplacées ne sont pas exhaustifs car ils ne concernent que les zones accessibles, le long de la route principale (RN 5) ou les enquêteurs de CEADHO ont eu la possibilité d'y arriver par véhicule.

Mais, bien de sources concordantes ont révélées que d'autres personnes se sont dirigées vers les hauts et moyens plateaux où l'accessibilité est encore hypothétique, raison pour la quelle parmi les différentes familles, on y trouve des enfants non accompagnés, c'est-à-dire des enfants qui généralement ont perdu la direction de leurs parents lors de la fuite.

Pour renforcer la sécurité des personnes et leurs biens, la circulation des véhicules pour Uvira et Bukavu en passant par la plaine de Ruzizi, les autorités militaires de la 8eme Brigade basée a Luvungi ont désormais fixé de 8h00 a 17h30 pour les véhicules du transport en commun et les particuliers, tandis que les véhicules des Agences du système des Nations Unies et les ONG internationales d'aide humanitaires ne sont pas autorisées de circuler dans la plaine après 15h30.

IV. DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

4.1. Droit au logement, a la protection de la sante, a l'éducation et a l'évolution économique :

La situation de déplacés est devenue de plus en plus précaire et dramatique, la plupart d'eux passent la nuit dans les structures fragiles et dans les écoles, voire les églises.

L'assistance tant humanitaire que sociale n'existe pas, ils sont voués à d'énormes difficultés sans précédent.

Pendant leur fuite, bon nombre d'entre eux ont perdu tous leurs biens de valeur, le pillage et le vol s'en ont suivis par des éléments armés et autres jeunes gens qui ont pu regagner les villages après le passage des combattants pour profiter à cambrioler les maisons d'autrui.

Dans les villages d'accueil, la population déplacée ne vit que par grâce de l'hospitalité de leurs compatriotes, en partageant à manger sur les petits stocks qu'ils en ont pour leur survie quotidienne.

Alors dépourvues de moyens tant financiers que matériels, les réserves alimentaires de familles d'accueil sont exposées à s'épuiser, c'est qui est aussi un autre grand défi à relever pour les familles d'accueil.

La période de **Juillet-Aout**, c'est la grande vacance et la seule occasion qui permet aux parents de préparer la rentrée scolaire de leurs enfants.

Les personnes déplacées qui ont abandonnées leurs domiciles, champs, élevages etc. sont devenues vulnérables en attendant du jour le jour une quelconque aide pour leur subsistance, pendant que le mois de Septembre se rapproche pour la réouverture scolaire.

Des enfants quant à eux sont exposés à des maladies du type contagieux et diarrhéiques et bientôt, la malnutrition sera déclarée car ils ne sont pas bien nourris.

L'accès à l'eau potable pose problème dans certains milieux comme le cas de **Luberizi** ou déjà dans l'intervalle de deux semaines et demie, une dizaine de cas sont actuellement hospitalisés au Centre de sante de Luberizi pour le cholera et 4 cas déjà de décès dont tous les enfants de 0 a 9 ans.

Au sujet toujours de l'accès a la santé, une femme déplacée en provenance du territoire de **Mwenga** a accouché un enfant prématuré, suite au long voyage effectué a pied et le médecin a été dans l'obligation d'intervenir par césarienne.

Cette femme dont son enfant nécessite une couveuse pour sa croissance, elle est presque abandonnée à elle-même. Sans espoir de trouver a manger, elle laisse déjà précocement son bébé prématuré de moins d'un mois pour aller dans la rue entrain de demander de l'argent aux hommes de bonne volonté pour qu'elle trouve a mettre sous la dent afin d'accumuler le lait maternel a téter pour son nouveau-né, a-t-elle déclarée aux enquêteurs de CEADHO.

V. SITUATION ENTRE LES FARDC ET LES FDLR

Plusieurs sources recueillies sur le terrain indiquent que les FDLR et les FARDC ne se sont pas encore battus en termes d'affrontement.

Les FDLR ont appelé la population civile à vider leurs villages car ils se préparent à une éventuelle guerre contre les FARDC lors de l'opération baptisée **Kimia II**.

Les FARDC ont également lancé un appel à toute la population civile de se désolidariser non seulement aux FDLR mais aussi à tous les autres groupes armés locaux, conformément à la dernière signature de désengagement que les Groupes armés ont signés à Bukavu, le 07 Juillet 2009.

Pour les FARDC, la phase de négociation est révolue, ils passeront maintenant à la phase militaire pour démanteler, mettre un terme et pacifier une fois pour toute l'Est de la RDC et les deux Kivu en particulier, ont-ils précisés aux enquêteurs de CEADHO, le Capitaine **Olivier Amuli** (Chargé de communication, Opération **Kimia II** Nord et Sud –Kivu) et le Major **Deo Baleke** (Chargé de communication **Kimia II**, Sud-Kivu) lors de leur passage à **Luvungi** en provenance du Territoire de **Fizi**.

D'après le commandant de la 8eme Brigade intégrée de Luvungi, l'opération **Kimia II** est en plein succès, non seulement parce que les FARDC viennent de contrôler toutes les positions jadis contrôlées par les FDLR, le cas de **Kigushu, Ndolera, Rugeje et Mulenge** mais surtout pour la détermination des troupes par rapport à leur moral, la discipline, la protection de personnes civiles et leurs biens et le respect des droits de l'homme en dépit de quelques cas isolés commis par certains militaires lors de leur passage dans les différents milieux.

Il a ensuite ajouté qu'une vingtaine des FDLR se sont eux même rendus aux troupes des FARDC et ils ont été **le 22 Juillet 2009** renvoyés à Bukavu (10eme Région Militaire) pour leur rapatriement dans leur pays d'origine le Rwanda.

Les militaires de la 8eme Brigade veillent à la sécurité des civils dans toute l'étendue de la plaine de Ruzizi et aucun cas de barbarie n'a encore pas été signalé en dehors de deux cas du viol qui ont été commis à **Nyamutiri**, Ce la donne lieu de vous rassurer que les FARDC vont gagner la guerre et sont déjà victorieux car, les FDLR sont démoralisés surtout par la défaite de l'offensive des FARDC, la désolidarisation de leurs **dépendants** (Des civils Rwandais prises en otage par les combattants FDLR), Les FDLR n'ont pas de base arrière et moins la logistique militaire pour résister aux attaques des FARDC a-t-il conclu aux enquêteurs de CEADHO.

Les propos du commandant de la 8eme Brigade sont malheureusement considérés comme fallacieux et fantaisistes par la population civile appuyés par les chefs de Groupement de **Kakamba** (Mr Mayeye), le chef de Groupement de **Luberizi** (Mr Lameck) et le chef de Groupement de **Kigoma** (Mr André Muzima), qui ont affirmé aux enquêteurs de CEADHO que cette opération **Kimia II** vient d'accoucher la souris.

Le nombre des FDLR qui se sont par la suite rendu aux FARDC ne représente que 1% par rapport au nombre réel de leurs effectifs.

Les populations pensaient que l'opération visait les ramener dans leur pays le Rwanda, Mais ce qui s'observe sur le champ c'est juste le contraire car les FARDC ont mené une opération pour les disperser dans leurs positions et leur permettre de s'enfoncer à l'intérieur de pays, ce qui justifie à suffisance l'échec de **traque** parce que les FDLR progressent dans les forêts du pays et de là, ils vont en profiter pour

se constituer a une véritable rébellion de maquis, avec bien sur, la complicité de certains congolais.

Aujourd'hui, nous avons perdu nos biens alors que nous sommes a peine de retourner dans nos villages respectifs, après avoir passer un long moment de la vie en refuge et en déplacement interne, Nous venons de laisser derrière nous, le pillage, vol et dévastation de nos petits champs, nous passons la nuit dans les conditions extrêmement difficiles sans lit, matelas, natte parfois sans couverture convenable et ensemble avec nos petits bétails et volailles (poules, canards, lapins, chèvres..), Ainsi les gens sont alors exposés dans ce cas a toutes les intempéries naturelles et aux moustiques ont-ils ajoutés.

Face a tout ce la, l'opération **Kimia II** servirait quoi a une population presque abandonnée comme celle-ci ? ont-ils conclu les différents chefs de Groupements.

En fin, avant de plier la page de ce rapport le CEADHO formule quelques recommandations aux :

- **Gouvernement de la RDC :**

D'assurer et protéger tous les acteurs de développement qui interviennent dans les secteurs ou les zones d'opération de traque Kimia II.

- **A la Société Civile du Sud-Kivu :**

De mobiliser des efforts dans le cadre de plaidoyer et de lobby pour se rendre plus performant dans les actions répondant aux préoccupations de la base sur le terrain.

- **ONG internationales et Agences des Nations Unies :**

De réajuster le plan de contingence humanitaire pour mettre l'accent prioritaire sur la prise en charge des enfants et des femmes déplacés.

Uvira, 31 Juillet 2009.

CENTRE POUR L'EDUCATION, ANIMATION ET DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME.

C E A D H O asbl
(Voir Rue Balecar)

33, Avenue des Pionniers, Quartier Kimanga, Uvira/Sud-Kivu
République Démocratique du Congo
BP: 499 Bujumbura I/ Burundi
Telephones: +243 81 57 54 290, +243 99 42 88 347, +243 99 4288347
E-mail: ceadho@yahoo.fr